



COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'INTERSYNDICALE NESTLÉ EN FRANCE

NESTLE CONTINUE DE REDUIRE SES EFFECTIFS EN FRANCE ET BAFOUE LE DIALOGUE SOCIAL

Après les affaires Buitoni et Waters, Nestlé continue d'occuper la scène médiatique. La vente de l'activité Baby Food en France sert de prétexte à la mise en place d'un plan de réduction drastique des effectifs de la force de vente et de l'externalisation d'une partie de celle-ci.

Les représentants du personnel de Nestlé en France réunis en Comité de Groupe extraordinaire le 23 octobre ont dénoncé unanimement les options prises par la direction du groupe pour l'avenir de l'organisation commerciale grande distribution.

Le projet présenté prévoit :

- La **suppression de 148** postes sur un périmètre de 462, soit plus de 30% des effectifs
- L'**externalisation** de la commercialisation de Nesquik, céréales Nestlé, Maggi et lait concentré
- Le transfert des 314 commerciaux restant, dans une nouvelle société du groupe dont les **statuts sociaux restent flous**

Ce modèle, présenté comme un « projet de croissance » par la direction est, en fait, très clairement conçu pour répondre aux impératifs de rentabilité imposés par le groupe.

Les représentants du personnel dénoncent les conséquences sociales de ce modèle qui va continuer de faire fondre l'effectif de salariés Nestlé en France qui est déjà passé de 14 000 à 8 700 en 10 ans.

L'externalisation massive de l'activité commerciale terrain prévue dans ce projet constitue une nouvelle étape inquiétante dans la politique du groupe. La maîtrise en interne des enjeux de fabrication et commercialisation reste fondamentale, en particulier, sur la qualité et la sécurité de l'alimentation des consommateurs.

Les modalités de négociation de ce projet sont inacceptables pour les organisations syndicales impliquées. Le timing plus que serré ne peut pas permettre la tenue d'un dialogue social serein et efficace.

La période de Noël qu'impose Nestlé à ses salariés pour leur demander de quitter l'entreprise ou rester dans des conditions dégradées, nous apparaît particulièrement cruelle. Cela les expose à de forts risques psychosociaux ainsi qu'à de lourdes conséquences sur leur vie de famille.

Les représentants du personnel resteront donc plus que jamais fidèle à la maxime « les Hommes avant le profit » dans la gestion de ce nouveau projet.

Issy-les-Moulineaux le 23 octobre 2024

Contacts :

Christophe KAUFFMANN, Secrétaire fédéral CFDT Agri-Agro : 06.60.35.62.32
Presse : 06.89.04.25.27